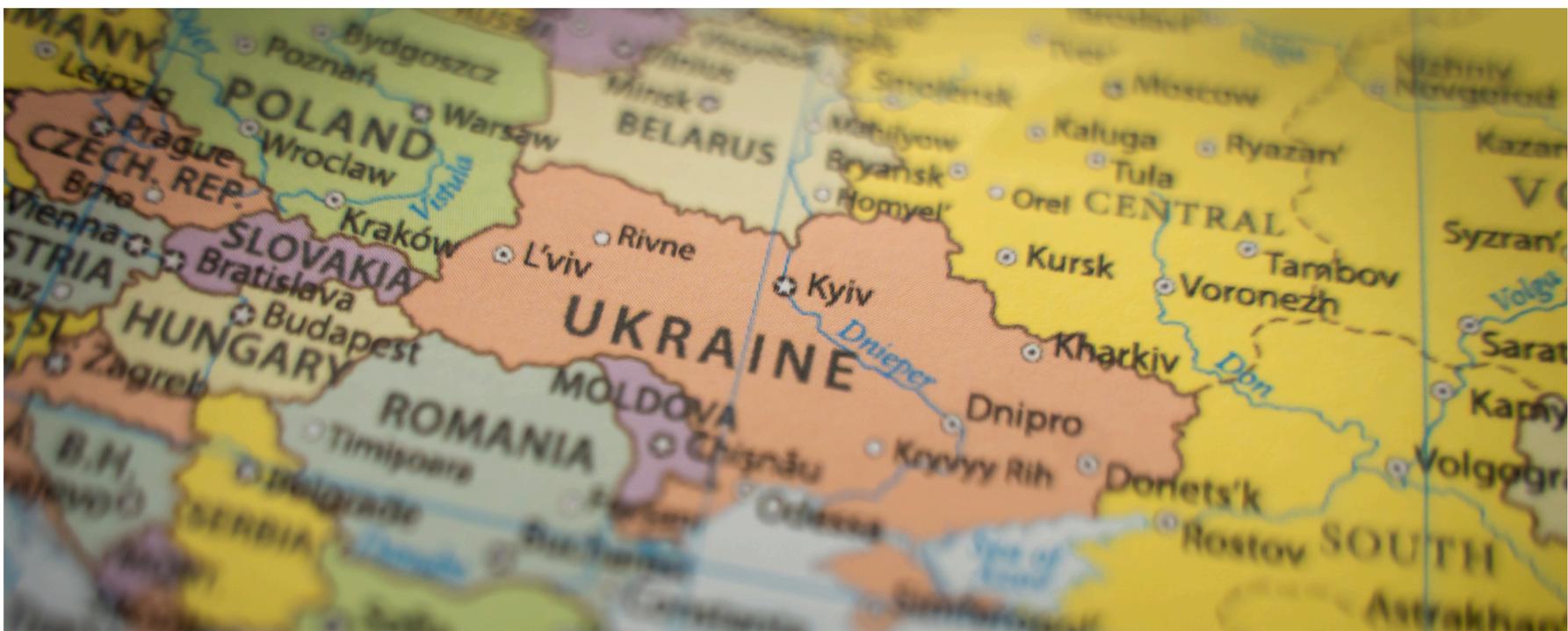




24 FÉVRIER 2025

EUROPE INFO HEBDO



ROUMANIE, UKRAINE ET AIDES D'ETAT

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT,
Fjollë IBRAHIMI.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

ROUMANIE, ELECTIONS, INGÉRENCES,

AUTANT EN EMPORTE LE VANCE

La Roumanie traverse une crise politique et institutionnelle inédite. Après l'annulation de l'élection présidentielle de décembre 2024, marquée par des accusations d'ingérence russe (EIH 2.12.24), reproches et mésententes fusent. Sous les pressions à la fois de l'opposition et de la rue, le président Klaus Iohannis a annoncé sa démission le 20 février 2025, effective le 12 février. Cette figure du PPE, issu de la minorité allemande roumaine, laisse la présidence par intérim à Ilie Bolojan, président du Sénat. Une nouvelle élection est certes prévue pour mai 2025, mais la situation révèle des tensions internes et des défis pour la stabilité politique du pays et de l'Union, comme en témoigne le discours du vice-président américain Vance, à Munich.

- Son mandat avait été prolongé consécutivement à l'annulation de l'élection présidentielle de décembre 2024 par la Cour constitutionnelle.
 - L'annulation a été confirmée par la justice roumaine, malgré les contestations du candidat pro-russe Călin Georgescu.
 - La prolongation du mandat présidentiel ne repose alors sur aucune base constitutionnelle.
 - Fragilisé politiquement, rien ne justifiait son maintien.
 - K. Iohannis préfère alors invoquer la Constitution qui, elle, prévoit la possibilité d'un président intérimaire.
- La nouvelle élection présidentielle, programmée pour le 4 mai 2025, avec un second tour le 18 mai, devrait voir :
 - La coalition au pouvoir, composée du Parti social-démocrate (PSD) et du Parti national libéral (PNL), soutient la candidature de Crin Antonescu.
 - Cette coalition avait remporté les élections législatives de décembre 2024.
 - Ilie Bolojan est le chef du PNL et il gouverne maintenant avec Marcel Ciolacu du PSD, candidat malheureux de la présidentielle de décembre.
 - Face à la coalition, le candidat surprise Calin Georgescu soutenu par les partis d'extrême droite AUR (18%), SOS (8%) et le Parti de la jeunesse prorusse (7%).
 - Le SOS dernier est connu pour son intégrisme orthodoxe.
 - C. Georgescu se positionne dans l'après-guerre en Ukraine pour revendiquer des territoires.
 - A ce jour, Elena Lasconi – qui était pourtant candidate pro-européenne au second tour – ne s'est pas prononcée.
- Tout ceci n'est pas propre à la Roumanie et s'inscrit dans un vaste mouvement global de remise en cause de la démocratie libérale.
 - Celles et ceux qui invoquent une gloire passée que leur peuple doit retrouver sans attendre.
 - Cela implique leur supériorité et donc, par extension, le fait qu'il existe des sous-peuples ou des Etats qu'ils qualifient d'artificiels - comme l'Ukraine.
 - Avec une version 2.0, le MEGA - scandé à Madrid - qui veut profiter su style Trump.
 - Celles et ceux qui aspirent à un régime autoritaire supposément garantie d'un destin maîtrisé et de sécurité.
 - Nostalgiques du régime nazi ou de celui de Ceausescu s'affirment de plus en plus, à grands renforts de surreprésentation sur les réseaux sociaux.
 - Ceux-là même que JD Vance prétend défendre au nom de "la liberté d'expression".
 - Celles et ceux - abstentionnistes ou primo-votants, désabusés - qui se rallient aux deux premiers car les discours sont à la fois clairs et martelés.
 - Loin de nous l'idée de leur reprocher un manque de culture politique : n'oublions jamais que de nombreux tabous pèsent encore sur ces citoyens.
 - Leurs enfants, qui votent aujourd'hui, en pâtissent forcément.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ÉTATS-UNIS, UKRAINE, ALLIANCES, **TAMBOURS ET TRUMPETTES**

Depuis le lendemain de l'élection américaine, chaque jour apporte sa bourrasque de vents contraires sur l'Atlantique. Malgré la brutalité du discours de la nouvelle administration - très bien illustrée par l'allocution du vice-Président américain J.D. Vance à la conférence pour la sécurité de Munich le jeudi 13 février 2025 - accusant les Européens de censure, et ignorant complètement le sujet de la menace existentielle à la sécurité européenne les Européens peinent à prendre complètement la mesure de la nouvelle donne géopolitique. Il fallait s'y attendre, et les optimismes prudents vont devoir se rendre à l'évidence : il n'y a plus de front uni derrière l'Ukraine dans sa résistance à l'invasion russe.

- Après 3 ans de guerre, la situation sur le terrain est inquiétante pour l'Ukraine qui recule depuis l'été dernier.
 - Même si les gains russes sont stratégiquement modestes, ils sont symboliquement suffisamment importants pour entamer le moral de Kiev ;
 - et surtout convaincre ses soutiens que la guerre ne peut plus avoir d'issue victorieuse - même si on trouve ça ou là, d'encourageantes analyses.
- Malheureusement, le 19 février 2025, le président Trump a initié un processus de désengagement américain.
 - Il prend acte du refus ukrainien de sa "proposition de paix"
 - en disant que l'Ukraine aurait pu se mettre à la table des négociations plus tôt
 - et a insinué que les Ukrainiens étaient responsables de leur sort.
 - L'escalade rhétorique, classique de D. Trump, a continué :
 - le président américain a repris tous les éléments de la propagande russe depuis l'invasion de l'Ukraine,
 - accusant entre autres Zelensky d'être un dictateur corrompu.
 - Le 20 février 2025, D. Trump refuse de qualifier la Russie d'agresseur.
 - Il remet en question la chronologie des faits et des responsabilités.
 - Il ajoute vouloir réintégrer la Russie dans le G7.
- A la veille du 3e anniversaire du conflit de haute intensité, le 23 février 2025, prenant le contre-pied de ses détracteurs, V. Zelensky propose de renoncer à la présidence de l'Ukraine.
 - Son raisonnement est aussi basique qu'une accusation musko-trumpienne.
 - Si sa présence à la tête de l'Ukraine explique la prolongation des combats,
 - son départ permettra donc à son pays d'obtenir enfin la paix.
 - Toutefois, il pose des conditions qui ne devraient pas satisfaire la Russie.
 - L'Ukraine doit être envisagée comme un partenaire des Etats-Unis.
 - En conséquence, l'Ukraine doit devenir membre de l'OTAN.
 - Ceci peut introduire un point de discorde entre le Kremlin et la Maison blanche.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ÉTATS-UNIS, UKRAINE, RUSSIE, ROYAUME-UNI,
TRUMPERIES

La nouvelle attitude des Etats-Unis envers leurs “alliés” européens change la donne et ne peut que ravir le Kremlin. De leurs côtés, dans le désordre les dirigeants européens se sont offusqués des propos remettant en cause le président ukrainien, démocratiquement élu et dont le Parlement a prolongé le mandat à plusieurs reprises en raison de l'état de guerre dans lequel le pays est plongé depuis maintenant trois ans. L'état de guerre rend les élections particulièrement compliquées et le risque de déstabilisation étrangère pèse lourd.

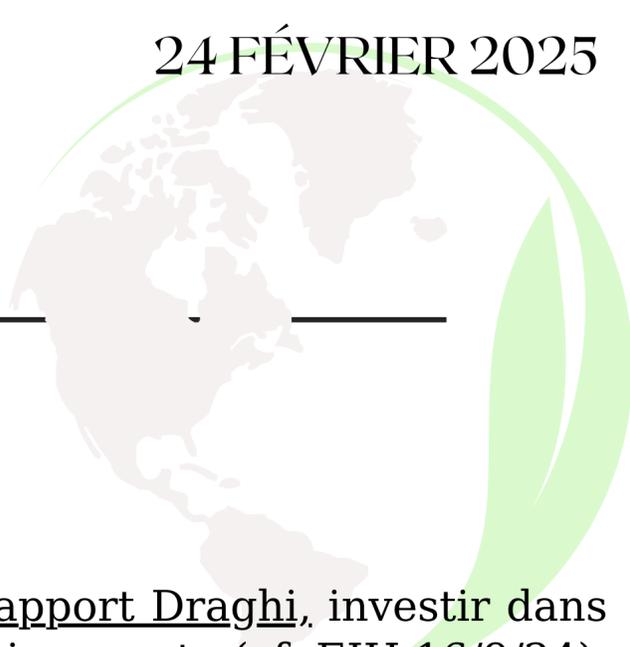
- Le premier ministre britannique Keir Starmer a rappelé cette situation certes regrettable mais logique pour défendre son homologue ukrainien.
 - L'ancien résident de Downing Street et sympathisant de Trump, Boris Johnson, a lui aussi pris la défense de Volodymyr Zelensky dans ce maelstrom de désinformation.
 - De même, le chancelier allemand Olaf Scholz a souligné à quel point remettre en question la légitimité de l'allié ukrainien jouait le jeu de la Russie.
 - Le président ukrainien a riposté en dénonçant le fait que “Donald Trump est pris dans les filets de la désinformation”.
- Mais l'appétence de Donald Trump pour distordre la vérité n'est peut-être pas l'unique raison de cette tempête à l'égard de l'Ukraine :
 - en effet, elle suit le refus de Zelensky d'accorder l'exploitation de la moitié des ressources naturelles ukrainiennes aux Américains,
 - une exigence de Trump formulée sans garantie de sécurité en retour.
 - Là où Donald Trump pense que les ressources ukrainiennes lui sont dues, Zelensky a refusé de céder aux pressions.
 - Washington fait donc monter la pression.
- Quoi qu'il en soit, l'isolement géopolitique de Vladimir Poutine, dépendant d'un soutien chinois salutaire mais encombrant, est désormais terminé.
 - Une situation dont le dictateur russe ne peut que ressortir gagnant, alors que les dirigeants européens sont encore loin d'un consensus qui semble inatteignable sur une union politique et sécuritaire.
 - Une nécessité pourtant existentielle pour la survie du continent européen face à la menace russe et celle, peut-être, américaine.
 - Le sommet de Paris a été un échec - et il existe désormais un risque sérieux d'échec stratégique total de la part de l'UE, dont le soutien à l'Ukraine n'a jamais été assorti d'une planification stratégique pour la paix.
 - Il était tout à fait prévisible que la fin de la guerre en Ukraine mettrait la solidarité européenne à rude épreuve.

Plus que jamais cette guerre représente une menace existentielle pour le projet européen de paix et prospérité partagées.



GREEN DEAL

AIDES D'ÉTAT, INDUSTRIE, **SCOOBY DO**



“800 milliards d’euros par an” C’est ce qu’il faudrait, selon le rapport Draghi, investir dans l’économie européenne pour la rendre à nouveau compétitive et innovante (cf. EIH 16/9/24). La somme est colossale et en l’absence de “marché unique des capitaux” fonctionnel, il est évident qu’une bonne partie de l’équation repose sur les décisions des gouvernements des Etats membres. A fortiori, dans un contexte de pression sur les budgets nationaux à qui l’on demande aussi de financer la transition énergétique et surtout l’augmentation des dépenses militaires.

Sans une union fiscale, bancaire et des marchés de capitaux pour orienter l'épargne européenne vers les investissements du secteur privé, qui libèrerait les ressources pour les investissements du secteur public, les Etats membres se retrouvent à bricoler avec le seul instrument sur lequel l’UE avait pourtant mis un frein : les aides directes d’Etat.

- La Commission européenne devrait donc proposer cette semaine un nouveau paquet de mesures visant à soutenir les industries de l'UE dans leur transition vers la neutralité carbone, en mettant l'accent sur les aides d'État.
 - Version très allégée du Green Deal (cf. EIH 10/2/25), le « Clean Industrial Deal » propose ainsi :
 - de simplifier les règles relatives aux aides d'État
 - afin de faciliter l'accès des entreprises aux incitations financières pour les projets de réduction des émissions.
 - Il s'agit notamment d'allègements fiscaux tels que :
 - l'amortissement accéléré pour favoriser les investissements dans l'industrie propre
 - et de procédures simplifiées en matière d'aides d'État, qui devraient être finalisées d'ici au mois de juillet 2025.
 - Le cadre des aides d'État soutiendra des industries telles que :
 - les batteries, les panneaux solaires, les éoliennes et d'autres technologies propres,
 - tout en visant à garantir “une concurrence équitable” dans le marché unique de l'UE.
- Cependant, on imagine bien l’avantage que peuvent ainsi prendre les Etats membres.
 - Certains ont de meilleures capacités budgétaires comme l’Allemagne ou la Suède.
 - D’autres disposent d’une taille critique pour peser politiquement sur les arbitrages de la Commission, comme la France, l’Italie ou l’Espagne.
 - Si la politique industrielle ne se fait pas au niveau européen, alors c’est au niveau national qu’elle se développe.
 - Ainsi, l'Allemagne a même demandé des règles encore plus souples en matière d'aides d'État.
 - Elle cherche à étendre le soutien actuel aux industries à forte intensité énergétique et à augmenter le plafond des subventions,
 - en particulier pour les secteurs confrontés à des prix élevés de l'énergie.
 -



GREEN DEAL



AIDES D'ÉTAT, INDUSTRIE, **SCOOBY DO**

- L'angoisse de perdre sa base industrielle est une des constantes nationales, quitte à défendre à fonds perdus des industries devenues moins compétitives - comme le rappelle W. Munchau.
 - La position de l'Allemagne est en contradiction avec la proposition de la Commission de resserrer les subventions.
 - L'idée reste quand même d'éviter une course aux subventions qui pourrait fausser la concurrence,
 - en particulier entre les régions riches et les régions pauvres d'Europe.
- Outre les aides d'État, le « Clean Industrial Deal » comprend des mesures visant à lutter contre les prix de l'énergie, qui sont nettement plus élevés en Europe qu'aux États-Unis.
 - La Commission propose un régime d'investissement de la Banque européenne d'investissement pour aider les entreprises à s'approvisionner en énergie renouvelable à des prix prévisibles.
 - Le projet suggère également de réduire les taxes sur l'électricité et d'accélérer l'octroi de permis pour les projets à forte intensité énergétique afin de stimuler les investissements verts.